



## **Devant le meurtre d'un agent des finances publiques, essayer de trouver des mots dignes**

Lundi 21 novembre 2022, a eu lieu un événement violent et dramatique pour des collègues en plein exercice de leur mission. Nous avons appris le meurtre de notre collègue chef de brigade, et la séquestration violente d'une inspectrice des Finances Publiques dans l'exercice de leur mission.

**Solidaires Finances Publiques du Finistère** présente ses sincères condoléances à la famille et aux proches du collègue décédé.

Notre organisation syndicale est dans le recueillement, et apporte son soutien à la famille de la victime, à notre collègue agressée, aux collègues des services directement impactés, et à l'ensemble de la communauté DGFIP.

**Solidaires Finances Publiques du Finistère**, en proie à une très vive émotion, s'inquiète pour l'ensemble des agents confrontés à un drame inqualifiable, inimaginable et totalement inacceptable.

Ce drame terrible nous a tétanisés, et dans un premier temps, nous avons pensé qu'il n'y avait qu'une attitude à avoir, nous recueillir, nous serrer les coudes et rendre hommage.

La Direction Générale a annoncé une minute de silence sur tous les sites mercredi 23 novembre à midi.

Ces moments solennels et dignes sont le moyen d'exprimer la sidération des agent-e-s et exprimer notre solidarité envers nos collègues du Pas-de-Calais.

Viendra ensuite le temps des interrogations, de l'analyse, de la réflexion, afin de faire entendre les difficultés de nos métiers et d'exercice des missions.

Face aux propos haineux et abjects qui émergent notamment sur les réseaux sociaux, **Solidaires Finances Publiques** rappelle que le contrôle fiscal, contrepartie du système déclaratif, est avant tout une mission d'intérêt et de service publics.

Dans le respect des procédures, il garantit le respect de la législation fiscale et assure, autant que possible, le principe d'équité fiscale dans un contexte où le consentement à l'impôt est de plus en plus mis à mal et semble se déliter.

Il est regrettable d'entendre, parfois au plus haut niveau de la représentation politique, des expressions jetant l'opprobre sur les agents en charge d'une mission difficile et délicate et qui éprouvent un fort sentiment de défiance à leur égard.

Plus que jamais, dans un contexte économique et social difficile, la nécessité de la mission de contrôle fiscal doit être réaffirmée et dotée de moyens suffisants et les agents qui l'exercent soutenus et accompagnés.

Tout cela nous le dirons, encore et toujours, dans les prochains jours, pour ne pas instrumentaliser un drame et oublier la priorité du moment.

A ce stade, à ce moment particulier, nous ne voulons exprimer qu'une chose : notre sidération et nos pensées vers la victime et vers nos collègues.

Dans l'immédiat, en signe de respect, l'intersyndicale nationale a décidé de suspendre sa communication nationale de campagne électorale jusqu'à vendredi inclus.